



Votre agent général
EIRL SAMUEL POTTIER
76 AV DE GRAMMONT
37000 TOURS
☎ **02 47 64 35 43**

SARL LAMBERT LENACK
ARCHITECTES ET URBANISTES
5 rue du Faubourg Saint Antoine
75011 PARIS

☎ **02 47 61 66 96**
💻 AGENCE.POTTIER@AXA.FR

ATTESTATION D'ASSURANCE 2026

L'entreprise d'assurance AXA France IARD dont le siège social est situé Terrasse de l'Arche 92000 NANTERRE atteste que :

SARL LAMBERT LENACK – ARCHITECTES ET URBANISTES

N°SIREN/SIRET (ou N° De TVA intracommunautaire) : 78927469300033

Est titulaire d'un contrat d'assurance n° 7562303404 pour la période du 01/01/2026 au 01/01/2027.

Assurance de responsabilité décennale obligatoire

1- Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux missions suivantes : activités rappelées au paragraphe «Activités souscrites» ci-après.
- Aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- Aux travaux réalisés en France métropolitaine.
- Aux missions de l'assuré sur des travaux de construction dont le coût global (*) tous corps d'état TTC y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à **30.000.000** euros pour autant que l'assuré bénéficie d'une garantie au titre d'un Contrat Collectif Responsabilité Décennale, conforme à l'article R243.1 du Code des assurances et à l'annexe III de l'article A243.1 du même code, pour les chantiers d'un coût supérieur à **15.000.000** euros

Le coût définitif de construction ne pourra excéder de plus de **10 %** les montants indiqués ci-dessus.

(*) : On entend par coût global, le coût total prévisionnel de construction tous corps d'état y compris honoraires.



Aux travaux, produits et procédés de construction suivants :

- Travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P² ;
- Procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un agrément technique européen (ATE) en cours de validité ou d'une évaluation technique européenne (ETE) bénéficiant d'un document technique d'application (DTA), ou d'un avis technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
 - d'une appréciation technique d'expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass innovation 'vert' en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence qualité construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence qualité construction (www.qualiteconstruction.com).

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (règles de l'art Grenelle environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com)

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

2- La garantie de responsabilité décennale obligatoire

- Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévues par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

- Montant de la garantie :

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.



Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

- Durée et maintien des garanties:

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

3-Autres garanties souscrites dans les limites et conditions du contrat auquel elles se réfèrent

Les garanties ci-dessous s'entendent dans les mêmes limites que celles visées au paragraphe 1 :

- Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale. Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception et est gérée selon le régime de la capitalisation. (Article 2.2 des Conditions Générales). Le montant de garantie est celui fixé au tableau des garanties ci-après.
- Les interventions de l'assuré sur des travaux de construction non soumis à l'obligation d'assurance décennale dont le coût global des travaux tous corps d'état TTC y compris maîtrise d'œuvre n'est pas supérieur à **15.000.000** euros et que le montant des honoraires reste inférieur à **500.000** euros.

Les garanties ci-dessous s'entendent dans la limite des activités, coût total de construction, étendue géographique, travaux, produits et procédés de technique courante visés au paragraphe 1.

Elles s'appliquent aux réclamations notifiées à l'assureur à compter du **01/01/2026** et, qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant pour :

- Les dommages subis après réception par les éléments d'équipements dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire à la réalisation duquel l'assuré a contribué (Article 2.5 des Conditions Générales).
- Les dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire survenant après réception et dont la responsabilité incombe à l'assuré (Article 2.6 des Conditions Générales).
- Les dommages matériels subis après réception par les existants, et qui sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs, et dont la responsabilité incombe à l'assuré (Article 2.7 des Conditions Générales).
- Les dommages immatériels résultant directement d'un dommage entraînant le versement d'une indemnité au titre des garanties citées aux articles 2.1, 2.2, 2.5, 2.6 ou 2.7 des conditions générales.



- Responsabilité Civile qu'il peut encourir en raison des préjudices causés à autrui avant ou après réception des travaux (Article 2.10 des Conditions Générales).

Activités souscrites

- Missions d'architecte et d'urbaniste – BET tous corps d'état et ou maître d'œuvre tous corps d'état dont les marchés sont systématiquement confiés en sous-traitance

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Ce contrat n'a pas pour objet de garantir une activité de constructeur de maisons individuelles, avec ou sans fourniture de plans, telle que définie par la loi du 19 décembre 1990 et son décret d'application du 27 novembre 1991.

Fait à Tours le 13/01/2026

L'agent général par délégation

Cabinet S. BOUTIER
Agent Général
ORIAS n° 150 04 788
76 avenue de Grammont
37000 TOURS



Garanties

GARANTIES	MONTANT DE GARANTIE
RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS	
- Responsabilité décennale pour travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire (art 2.1)	A hauteur du coût des réparations pour un ouvrage n'excédant pas 15.000.000 euros TTC *
- Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale (art 2.2)	10.000.000 euros par sinistre
RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS	
- Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire (art 2.3)	3.000.000 euros par sinistre pour un ouvrage n'excédant pas 15.000.000 euros TTC
RESPONSABILITES CONNEXES A CELLES POUR DOMMAGE DE NATURE DECENNALE	
- Bon fonctionnement des éléments d'équipements (art 2.5) - Dommages matériels intermédiaires (art 2.6) - Dommages matériels aux existants (art 2.7) - Dommages immatériels consécutifs (art 2.8)	2.000.000 euros par année

* 3.000.000 euros par sinistre pour un ouvrage entre 15 et 30.000.000 euros avec garantie d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD).



Garanties (suite)

GARANTIES	MONTANT DE GARANTIE
RESPONSABILITE CIVILE POUR PREJUDICES CAUSES A AUTRUI (art 2.10) TOUS DOMMAGES CONFONDUS DONT:	8.000.000 euros par année
- Dommages immatériels consécutifs ou non	1.000.000 euros par sinistre et 2.200.000 euros par année
- Atteinte à l'environnement accidentel	1.500.000 euros par année
- Erreur ou omission avec ou sans désordre	1.000.000 euros par sinistre et 2.200.000 euros par année
- Faute inexcusable	1.000.000 euros par année
- Défense recours	40.000 euros par année
- Extensions spécifiques Frais financiers en cas de référé Mission de pilotage / mandataire commun	Montants compris dans la limite tous dommages confondus

FRANCHISE PAR SINISTRE (en euros)	1.300
-----------------------------------	-------

Les montants de garanties et les franchises s'expriment en euros, au dernier indice de juillet connu à l'établissement des présentes pièces et conformément aux articles 3.3.4 et 3.4.2 des Conditions Générales, seront revalorisés au 1^{er} juillet de chaque année